

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS**

N°2022- 056 -DEL

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

Conseillers en exercices : 23

Publication le :

13/07/2022

Quorum : 12

Conseillers présents : 18

GUIONIE Christelle, NOUVEL Philippe, SAHRAOUI Marc, DRIOT Catherine, MAS François, DELAGE Angélique, ARGELES Serge, CHOUIT Benachir, DRUART Jérôme, EYMERIE Gaëlle, GOLFIER Philippe, LAPALU Isabelle, LAULHAU Hervé, LOUART Michèle, MARLEE Serge, MARTI Lucette, TOULOUSE Brigitte, GINOUX Gilles

Conseillers représentés : 3

BELTRAMI Bruno par LAULHAU Hervé, BRAIT Bénédicte par GOLFIER Philippe, ESCARMANT Jean Marc par TOULOUSE Brigitte

Conseillers absents : 2

DELINEAU Nadia, SELLIER DE BRUGIERE Sophie

Suffrages exprimés : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

Secrétaire de séance : Serge ARGELES

DELIBERATION PORTANT ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

EXPOSE DES MOTIFS :

Il est rappelé que depuis 2021, la Ville de Sainte-Foy-la-Grande a décidé d'accompagner les associations locales et d'apporter son soutien financier pour les aider à pérenniser et développer leurs activités, à mener des projets, mettre en place de nouvelles actions ou événements. Elle le fait sur la base des dossiers de demande de subvention reçus, et étudiés à l'aune de la Charte d'engagement réciproque entre la Ville et les associations.

Cette charte sert de base à l'étude des demandes de subvention et elle tient notamment compte du nombre de bénéficiaires habitant Sainte-Foy-la-Grande, de la contribution de ses activités au dynamisme et au bien-vivre dans la Bastide, de son ancrage local ainsi que du bilan de l'année passée.

Cette année, il sera également tenu compte des subventions en nature accordées aux associations, lorsqu'elles bénéficient d'une mise à disposition gratuite d'un bien communal.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS**

N°2022- 056 -DEL

Lors du vote du budget primitif 2022, le Conseil Municipal a adopté à la majorité une enveloppe de plus de 20 000 € au bénéfice des associations.

En l'espèce, la commission associations s'est réunie le 27 juin dernier et a proposé l'octroi des subventions suivantes :

Association	Demande formulée	Proposition de la commission
Accueil Sans Abri	320 €	320 €
Canoé Kayak Saint Antoine	480 €	150 €
Croix rouge française	1 500 €	1 500 €
Société de l'histoire du protestantisme	500 €	500 €
Basket Club Saint Avit	250 €	150 €
Tennis Club Pineuilh	1 000 €	150 €
Musée du Pays Foyen	750 €	560 €
Le Souvenir Français	200 €	50 €
CUF	50 €	50 €
Collectif Al Fonce	2 000 €	2 000 €
Cycles et Partage	500 €	500 €
TOTAL		5 930 €

CADRE JURIDIQUE :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-7, L. 2122-21 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;

Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2022-026-DEL portant vote du Budget primitif 2022 ;

Vu les propositions de la commission associations réunie le 27 juin 2022 ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR
DELIBERE A L'UNANIMITE,**

DECIDE

Article 1^{er} : D'accorder les subventions à 11 associations telles qu'individualisées dans le rapport ci-dessus, étant précisé que celles-ci seront attribuées par arrêté municipal car d'un montant inférieur à 23 000 €.

Article 2 : De préciser que, conformément à la loi, les associations bénéficiaires devront signer et respecter le contrat d'engagement républicain tel que présenté en annexe.

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS

N°2022- 056 -DEL

Article 3 : De charger Madame le Maire ou la personne qu'elle désigne, de vérifier le bon emploi des subventions allouées ainsi que le respect, par le bénéficiaire, de la Charte d'engagement et du contrat d'engagement républicain.

Fait à Sainte Foy la Grande, le 11/07/2022

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 12/07/2022

Christelle GUIONIE,
Maire,



Contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'état

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la [loi n° 2021-1109 du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain. Conformément aux dispositions des articles [10-1](#) et [25-1](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ». Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public. L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.